



# Assemblée générale

Distr. limitée  
23 novembre 2009  
Français  
Original: anglais

---

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international  
Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation)  
Cinquante-deuxième session  
New York, 1<sup>er</sup>-5 février 2010**

## Ordre du jour provisoire annoté

### I. Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.
5. Organisation des travaux futurs.
6. Questions diverses.
7. Adoption du rapport.

### II. Composition du Groupe de travail

1. Le Groupe de travail est composé de tous les États membres de la Commission, à savoir: Afrique du Sud (2013), Algérie (2010), Allemagne (2013), Arménie (2013), Australie (2010), Autriche (2010), Bahreïn (2013), Bélarus (2010), Bénin (2013), Bolivie (État plurinational de) (2013), Bulgarie (2013), Cameroun (2013), Canada (2013), Chili (2013), Chine (2013), Colombie (2010), Égypte (2013), El Salvador (2013), Équateur (2010), Espagne (2010), États-Unis d'Amérique (2010), Fédération de Russie (2013), Fidji (2010), France (2013), Gabon (2010), Grèce (2013), Guatemala (2010), Honduras (2013), Inde (2010), Iran (République islamique d') (2010), Israël (2010), Italie (2010), Japon (2013), Kenya (2010), Lettonie (2013), Liban (2010), Madagascar (2010), Malaisie (2013), Malte (2013), Maroc (2013), Mexique (2013), Mongolie (2010), Namibie (2013), Nigéria (2010), Norvège (2013), Ouganda (2010), Pakistan (2010), Paraguay (2010), Pologne



(2010), République de Corée (2013), République tchèque (2010), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2013), Sénégal (2013), Serbie (2010), Singapour (2013), Sri Lanka (2013), Suisse (2010), Thaïlande (2010), Venezuela (République bolivarienne du) (2010) et Zimbabwe (2010).

2. Les États non membres de la Commission et les organisations internationales gouvernementales peuvent assister à la session en qualité d'observateurs et prendre part aux débats. En outre, les organisations internationales non gouvernementales invitées peuvent assister à la session en qualité d'observateurs et exposer leurs vues sur des questions qu'elles connaissent bien ou pour lesquelles elles possèdent une expérience internationale, ce qui facilitera les débats de la session.

### **III. Annotations relatives aux points de l'ordre du jour**

#### **Point 1. Ouverture de la session**

3. Le Groupe de travail tiendra sa cinquante-deuxième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 1<sup>er</sup> au 5 février 2010. Les séances auront lieu de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, sauf le lundi 1<sup>er</sup> février, où la session s'ouvrira à 10 h 30.

#### **Point 2. Élection du Bureau**

4. Le Groupe de travail pourra, comme à ses précédentes sessions, souhaiter élire un président et un rapporteur.

#### **Point 4. Révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI**

##### **a) Délibérations antérieures**

5. À sa trente et unième session (New York, 1<sup>er</sup>-12 juin 1998), la Commission, se référant aux discussions tenues lors de la "Journée de la Convention de New York" organisée en juin 1998 pour célébrer le quarantième anniversaire de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958) ("la Convention de New York"), a estimé qu'il serait utile d'étudier la possibilité de travaux futurs dans le domaine de l'arbitrage. Elle a prié le Secrétariat de rédiger une note sur la base de laquelle elle examinerait cette possibilité à sa session suivante<sup>1</sup>.

6. À sa trente-deuxième session (Vienne, 17 mai-4 juin 1999), la Commission était saisie d'une note intitulée "Travaux futurs envisageables dans le domaine de l'arbitrage commercial international" (A/CN.9/460). Se félicitant de l'occasion qui lui était donnée d'étudier s'il était souhaitable et possible de développer encore le droit de l'arbitrage commercial international, elle a jugé, dans l'ensemble, que l'heure était venue d'évaluer l'expérience, riche et positive, accumulée grâce à l'adoption de lois nationales fondées sur la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international (1985) (la "Loi type sur l'arbitrage") et l'utilisation du Règlement d'arbitrage et du Règlement de conciliation de la CNUDCI, ainsi que de déterminer, au sein de l'instance universelle qu'elle constituait, l'acceptabilité des

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 17 (A/53/17), par. 235.*

idées et propositions d'amélioration des lois, règles et pratiques d'arbitrage<sup>2</sup>. Lors de l'examen de cette question, la Commission n'a pas arrêté la forme que prendraient ses travaux futurs. Il a été convenu que des décisions seraient prises ultérieurement, lorsque la teneur des solutions proposées serait plus claire. Des dispositions uniformes pourraient ainsi prendre la forme d'un texte législatif (par exemple, des dispositions législatives types ou un traité) ou d'un texte non législatif (par exemple, des règles contractuelles types ou un guide de pratique)<sup>3</sup>.

7. À sa trente-cinquième session (New York, 17-28 juin 2002), la Commission a adopté la Loi type de la CNUDCI sur la conciliation commerciale internationale<sup>4</sup>.

8. À sa trente-neuvième session (New York, 19 juin-7 juillet 2006), la Commission a adopté des dispositions législatives portant modification de la Loi type sur l'arbitrage en ce qui concerne la forme de la convention d'arbitrage et les mesures provisoires. Elle a aussi adopté une recommandation relative à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II et du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention de New York<sup>5</sup>.

9. À cette session, la Commission est convenue d'entreprendre en priorité la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Elle a noté que le Règlement, qui était l'un des premiers instruments élaborés par elle dans le domaine de l'arbitrage, était considéré comme un texte très réussi, adopté par de nombreux centres d'arbitrage et utilisé dans de nombreuses affaires, comme les litiges entre investisseurs et États. Compte tenu du succès et de l'état du Règlement d'arbitrage, la Commission a généralement estimé qu'une révision éventuelle ne devrait pas modifier la structure du texte, ni son esprit ni son style rédactionnel, et qu'elle devrait en respecter la souplesse au lieu d'ajouter à sa complexité. Il a été proposé que le Groupe de travail définisse soigneusement la liste des thèmes qu'il faudrait peut-être aborder dans une version révisée du Règlement d'arbitrage<sup>6</sup>.

10. L'arbitrabilité, a-t-on dit, était une question importante qu'il faudrait également examiner en priorité. Il a été déclaré qu'il appartiendrait au Groupe de travail d'examiner si les questions susceptibles d'être soumises à l'arbitrage pouvaient être définies de manière générique, éventuellement sous la forme de liste illustrative, ou si la disposition législative à élaborer sur l'arbitrabilité devrait indiquer les questions non susceptibles d'être soumises à l'arbitrage. Il a été estimé que l'étude de la question de l'arbitrabilité dans le contexte des biens immeubles, de la concurrence déloyale et de l'insolvabilité pourrait être utile aux États. On a toutefois attiré l'attention sur le fait que l'arbitrabilité soulevait des questions d'ordre public, dont tout le monde savait qu'il était difficile de les définir de manière uniforme, et que l'élaboration d'une liste prédéfinie de questions arbitrables risquait d'empêcher inutilement les États de répondre à certaines préoccupations d'ordre public susceptibles d'évoluer avec le temps<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> Ibid., *cinquante-quatrième session, Supplément n° 17 (A/54/17)*, par. 337.

<sup>3</sup> Ibid., par. 338.

<sup>4</sup> Ibid., *cinquante-septième session, Supplément n° 17 (A/57/17)*, par. 13 à 177.

<sup>5</sup> Ibid., *soixante et unième session, Supplément n° 17 (A/61/17)*, par. 87 à 181 et annexes 1 et 2 du rapport.

<sup>6</sup> Ibid., par. 184.

<sup>7</sup> Ibid., par. 185.

11. Parmi les autres thèmes susceptibles de faire l'objet de travaux futurs du Groupe de travail figuraient les questions posées par le règlement des conflits en ligne. Il a été dit que le Règlement d'arbitrage, lorsqu'il était lu conjointement avec d'autres instruments, comme la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique et la Convention des Nations Unies sur l'utilisation des communications électroniques dans les contrats internationaux, résolvait déjà un certain nombre de questions qui se posent dans le contexte en ligne. Un autre thème mentionné était l'arbitrage dans le domaine de l'insolvabilité. Une autre suggestion, encore, a été d'examiner l'incidence des injonctions antipoursuites ("anti-suit injunctions") sur l'arbitrage international. On a proposé, en outre, d'envisager de clarifier les notions, employées au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention de New York, de "sentences arbitrales rendues sur le territoire d'un État autre que celui où la reconnaissance et l'exécution des sentences sont demandées" ou de "sentences arbitrales qui ne sont pas considérées comme sentences nationales dans l'État où leur reconnaissance et leur exécution sont demandées", dont on a dit qu'elles avaient été source d'incertitudes dans certaines juridictions étatiques. La Commission a également écouté avec intérêt une déclaration faite au nom du Comité consultatif international du coton, dans laquelle il était proposé qu'elle engage des travaux pour promouvoir la discipline contractuelle, l'efficacité des conventions d'arbitrage et l'exécution des sentences dans ce secteur<sup>8</sup>.

12. Après discussion, la Commission a généralement estimé que le Groupe de travail pourrait aborder plusieurs questions parallèlement. Elle est convenue qu'il reprendrait ses travaux sur la révision du Règlement d'arbitrage. Elle est également convenue qu'il devrait également examiner la question de l'arbitrabilité. Pour ce qui était du règlement des conflits en ligne, elle est convenue que le Groupe de travail inscrirait cette question à son programme, mais qu'il devrait, du moins dans un premier temps, traiter des incidences des communications électroniques dans le cadre de la révision du Règlement d'arbitrage<sup>9</sup>.

13. À sa quarante-cinquième session (Vienne, 11-15 septembre 2006), le Groupe de travail a examiné la question de la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI et a défini la liste des thèmes qu'il pourrait être nécessaire d'aborder dans une version révisée, en se fondant sur des notes établies par le Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.143 et A/CN.9/WG.II/WP.143/Add.1). Il est rendu compte des délibérations que le Groupe de travail a eues à cette session dans le document A/CN.9/614.

14. À sa quarante-sixième session (New York, 5-9 février 2007), le Groupe de travail a achevé sa première lecture des articles premier à 21 du projet révisé du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en se fondant sur les notes établies par le Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.145 et A/CN.9/WG.II/WP.145/Add.1). Il est rendu compte des délibérations et conclusions correspondantes du Groupe de travail dans le document A/CN.9/619.

15. À sa quarantième session (Vienne, 25 juin-12 juillet 2007), la Commission a noté que le Règlement d'arbitrage n'avait pas été modifié depuis son adoption en 1976, et que la révision devrait avoir pour objet de le moderniser et de promouvoir une plus grande efficacité dans la procédure arbitrale. D'une manière générale, elle

---

<sup>8</sup> Ibid., par. 186.

<sup>9</sup> Ibid., par. 187.

est convenue que le mandat du Groupe de travail, qui était de conserver la structure initiale et l'esprit du Règlement, avait jusqu'ici guidé utilement ses délibérations et devrait continuer à inspirer ses travaux<sup>10</sup>.

16. À ses quarante-septième (Vienne, 10-14 septembre 2007) et quarante-huitième (New York, 4-8 février 2008) sessions, le Groupe de travail a poursuivi sa première lecture du projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en se fondant sur la note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.145/Add.1) et a commencé sa deuxième lecture du projet de version révisée de ce Règlement en se fondant sur les notes du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.147, A/CN.9/WG.II/WP.147/Add.1 et A/CN.9/WG.II/WP.149). Il est rendu compte des délibérations que le Groupe de travail a eues à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions dans les documents A/CN.9/641 et A/CN.9/646, respectivement.

17. À sa quarante et unième session (New York, 16 juin-3 juillet 2008), la Commission a noté que le Groupe de travail avait décidé de poursuivre la révision du Règlement d'arbitrage sous sa forme générique et de demander à la Commission si, une fois cette tâche terminée, il devrait examiner plus avant la spécificité de l'arbitrage fondé sur des traités et, dans l'affirmative, la forme que devraient prendre ces travaux (A/CN.9/646, par. 69). À l'issue de la discussion, la Commission est convenue qu'il ne serait pas souhaitable d'inclure des dispositions concernant l'arbitrage fondé sur des traités dans le corps du Règlement lui-même, et que tout examen de la question des litiges entre investisseurs et États que le Groupe serait éventuellement amené à réaliser à l'avenir ne devrait pas retarder l'achèvement de la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI sous sa forme générique<sup>11</sup>. La Commission a exprimé l'espoir que le Groupe de travail achèverait cette révision de sorte que l'examen final et l'adoption du texte révisé aient lieu, au plus tard, à la quarante-deuxième session de la Commission en 2009<sup>12</sup>.

18. Pour ce qui est du déroulement des travaux, la Commission est convenue que la question de l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités méritait d'être examinée à l'avenir et devrait être traitée en priorité, immédiatement après l'achèvement de la révision en cours du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Quant à la portée de ces travaux futurs, la Commission est convenue par consensus qu'il importait de veiller à ce que la résolution des litiges entre investisseurs et États se fasse dans la transparence. Elle a estimé que, comme le Groupe de travail l'avait noté à sa quarante-huitième session (A/CN.9/646, par. 57), la question de la transparence devrait être examinée à l'avenir, car il s'agissait d'un objectif souhaitable de l'arbitrage entre investisseurs et États. En ce qui concerne la forme que tout produit de ces travaux futurs pourrait prendre, la Commission a noté que différentes possibilités avaient été envisagées par le Groupe de travail (ibid., par. 69), y compris l'élaboration d'instruments tels que des clauses types, des règles ou des principes directeurs sur des points précis, une annexe au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI sous sa forme générique, ou des règles d'arbitrage séparées ou des clauses facultatives à insérer dans des traités. La Commission a décidé qu'il était trop tôt pour décider de la forme de cet instrument et que le Groupe de travail devrait jouir d'une grande liberté à cet égard. Afin de faciliter

<sup>10</sup> Ibid., *soixante-deuxième session, Supplément n° 17 (A/62/17)*, première partie, par. 175.

<sup>11</sup> Ibid., *soixante-troisième session, Supplément n° 17 (A/63/17)*, par. 314.

<sup>12</sup> Ibid., par. 315.

l'examen de ces questions par le Groupe à une session future, la Commission a demandé au Secrétariat, si les ressources le permettaient, d'effectuer des recherches préliminaires et de rassembler des informations sur les pratiques actuelles. Elle a exhorté les États membres à fournir de nombreuses informations au Secrétariat sur leur expérience de la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États. On a insisté sur le fait que lors de la composition des délégations aux sessions du Groupe de travail qui seraient consacrées à ce projet, les États membres et les observateurs devraient s'efforcer de réunir les meilleurs spécialistes du droit des traités et de l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités<sup>13</sup>.

19. À ses quarante-neuvième (Vienne, 15-19 septembre 2008) et cinquantième sessions (New York, 9-13 février 2009), le Groupe de travail a poursuivi sa deuxième lecture des articles premier à 26 du projet révisé du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, en se fondant sur les notes établies par le Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.151 et A/CN.9/WG.II/WP.151/Add.1).

20. À sa quarante-deuxième session (Vienne, 29 juin-17 juillet 2009), la Commission a noté que le Groupe de travail, à sa cinquantième session, était convenu de lui demander de lui accorder suffisamment de temps pour achever ses travaux sur le Règlement d'arbitrage afin que le projet de texte révisé atteigne le degré de maturité et de qualité requis (A/CN.9/669, par. 120). Elle est convenue qu'il fallait prendre le temps nécessaire pour satisfaire au niveau de qualité élevé exigé pour les textes de la CNUDCI compte tenu de l'impact international du Règlement, et a exprimé l'espoir que le Groupe de travail achèverait ses travaux sur la révision du Règlement d'arbitrage sous sa forme générique, de sorte que l'examen final et l'adoption du texte aient lieu à sa quarante-troisième session, en 2010<sup>14</sup>.

21. À sa cinquante et unième session (Vienne, 14-18 septembre 2009), le Groupe de travail a achevé sa deuxième lecture des articles 27 à 39 du projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en se fondant sur les notes établies par le Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.151 et A/CN.9/WG.II/WP.151/Add.1).

22. À sa cinquante-deuxième session, le Groupe de travail devrait achever sa troisième lecture du projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en se fondant sur les notes établies par le Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.157 et A/CN.9/WG.II/WP.157/Add.1 et 2).

#### **b) Documentation**

23. Le Groupe de travail sera saisi de notes du Secrétariat relatives à la révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (A/CN.9/WG.II/WP.157 et A/CN.9/WG.II/WP.157/Add.1 et 2).

24. Les documents de base ci-après seront disponibles en nombre limité à la session:

- Règlement d'arbitrage de la CNUDCI;
- Aide-mémoire de la CNUDCI sur l'organisation des procédures arbitrales;

---

<sup>13</sup> Ibid., par. 314.

<sup>14</sup> Ibid., *soixante-quatrième session, Supplément n° 17* (A/64/17), par. 298.

- Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international;
- Rapports de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-deuxième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément n° 17 (A/54/17)*); trente-troisième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 17 (A/55/17)*); trente-quatrième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 17 (A/56/17)*); trente-cinquième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 17 (A/57/17)*); trente-sixième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 17 (A/58/17)*); trente-septième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 17 (A/59/17)*); trente-huitième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 17 (A/60/17)*); trente-neuvième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 17 (A/61/17)*); quarantième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 17 (A/62/17 (Part I))*), quarante et unième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 17 (A/63/17)*); et quarante-deuxième session (*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 17 (A/64/17)*);
- Rapports du Groupe de travail II (Arbitrage) sur les travaux de ses quarante-cinquième (A/CN.9/614), quarante-sixième (A/CN.9/619), quarante-septième (A/CN.9/641), quarante-huitième (A/CN.9/646), quarante-neuvième (A/CN.9/665), cinquantième (A/CN.9/669) et cinquante et unième (A/CN.9/684) sessions;
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.143 et A/CN.9/WG.II/WP.143/Add.1);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.145 et A/CN.9/WG.II/WP.145/Add.1);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.147 et A/CN.9/WG.II/WP.147/Add.1);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.149);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.151 et A/CN.9/WG.II/WP.151/Add.1);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: proposition du Gouvernement suisse (A/CN.9/WG.II/WP.152);

- Règlement des litiges commerciaux: mesures provisoires ou conservatoires – régime de responsabilité: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.127);
- Règlement des litiges commerciaux: révision du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI: note du Secrétariat (A/CN.9/WG.II/WP.154 et A/CN.9/WG.II/WP.154/Add.1).

25. Les documents de la CNUDCI sont affichés sur le site Web de cette dernière (<http://www.uncitral.org>) dès leur parution dans toutes les langues officielles de l'ONU. Les représentants peuvent vérifier si les documents sont disponibles en consultant la page du Groupe de travail à la rubrique "Groupes de travail" du site Web de la CNUDCI.

#### **Point 5. Organisation des travaux futurs**

26. À sa cinquante-deuxième session, le Groupe de travail voudra peut-être examiner l'organisation de ses travaux relatifs aux questions mentionnées aux paragraphes 10, 11, 12 et 18 ci-dessus.

#### **Point 7. Adoption du rapport**

27. Le Groupe de travail souhaitera peut-être adopter, à la fin de sa session, un rapport qu'il présentera à la Commission à sa quarante-troisième session, qui se tiendra à New York du 21 juin au 9 juillet 2010. À la 10<sup>e</sup> séance, il sera brièvement donné lecture des principales conclusions auxquelles le Groupe de travail sera parvenu à sa 9<sup>e</sup> séance (le vendredi matin) pour qu'il en soit pris note. Ces conclusions seront ensuite incorporées dans le rapport.

### **IV. Déroulement de la session**

28. La cinquante-deuxième session du Groupe de travail durera cinq jours ouvrables. Il y aura 10 séances d'une demi-journée chacune pour l'examen des points de l'ordre du jour. Le Groupe de travail souhaitera peut-être noter que, conformément aux décisions prises par la Commission à sa trente-quatrième session<sup>15</sup>, il devrait tenir des débats de fond pendant les neuf premières séances (c'est-à-dire du lundi au vendredi matin), le Secrétariat établissant un projet de rapport sur toute la période pour adoption à la 10<sup>e</sup> et dernière séance (vendredi après-midi).

29. Le Groupe de travail souhaitera peut-être noter que sa cinquante-troisième session est prévue à Vienne du 4 au 8 octobre 2010.

---

<sup>15</sup> Ibid., *cinquante-sixième session, Supplément n° 17* et rectificatif (A/56/17 et Corr.3), par. 381.